

La Fef pose ses revendications pour démocratiser les études

■ Chems Mabrouk, nouvellement présidente, réclame le refinancement du supérieur et la baisse des frais.

Chez nous, le coût de la vie d'un étudiant a augmenté de 21% entre 2001 et 2018!" Chems Mabrouk, la nouvelle présidente de la Fef (la Fédération des étudiants francophones), insiste: "Avec le refinancement de l'enseignement supérieur, la réduction du coût des études reste notre priorité."

À 23 ans, la jeune femme qui mène un double cursus à l'ULB (bachelier en droit et master en communication politique) a pris la tête du mouvement étudiant après la démission de Maxime Michiels dont elle achève le mandat jusqu'au 31 juillet. Pour faire de ces deux priorités deux revendications à l'approche des élections, une pétition a été lancée, déjà signée par 15 300 personnes. Deux chiffres confirment le problème: en quinze ans le nombre d'étudiants au CPAS a été multiplié par sept, et un étudiant sur quatre travaille pour payer ses études.

"Tout coûte très cher, dit-elle. Le minerval bien sûr, mais aussi le logement, les transports et le matériel. Démocratiser les études est une urgence."

Autre urgence: le refinancement de l'enseignement supérieur. "Il y a eu un petit refinancement sous cette législature, mais cela ne suffit pas. Prenons simplement l'état des bâtiments. L'autre jour, dans une université, j'ai vu un panneau qui demandait de ne pas claquer les portes d'un local à cause du risque d'éboulement!"

Bref, il faut de l'argent. Mais où le trouver? "Il faut que le fédéral finance les Communautés en charge de matières qui touchent de près les citoyens. Nous préconisons également une lutte efficace contre l'évasion fiscale." En revanche, elle ne suit pas la piste des fusions et autres rapprochements.

Un refinancement "fléché"

"Dans le cadre du financement en enveloppe fermée, la concurrence entre établissements augmente. Ce n'est pas une bonne chose. Nous ne sommes pas d'accord avec la manière dont les regroupements sont menés actuellement. Ils permettent sans doute des économies d'échelle, mais pas en faveur des étudiants." C'est pourquoi la Fef réclame un refinancement "fléché" de l'enseignement supérieur. "Pas question d'un chèque en blanc, conclut Chems Mabrouk. Il faudra que l'argent soit utilisé pour les étudiants. Dans l'aide à la réussite, la rénovation des infrastructures ou des logements, par exemple."

M.Bs